

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/2031/Add.2  
17 juillet 1951  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Distr. double

Treizième session

Point 20 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITE CHARGE DU PROJET DE CONVENTION

RELATIVE A LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Suggestions et observations formulées par les gouvernements

d'Etats Membres au sujet du projet de convention

IX. Royaume-Uni

Les suggestions et observations suivantes, datées du 21 juin 1951, ont été reçues du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

1. Introduction

La note SOA 112/5/04 du Secrétaire général, en date du 23 mars, priait le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, conformément à la résolution 426 (V) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1950, de présenter les observations et suggestions qu'appellerait de sa part la projet de convention relative à la liberté de l'information.

2. L'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, opinion exprimée dans les observations du représentant du Royaume-Uni figurant dans le rapport du Comité chargé du projet de convention relative à la liberté de l'information au Conseil économique et social (voir le doc. A/AC.42/7, page 71), il vaut mieux

ne pas avoir de convention sur la liberté de l'information que d'en avoir une mauvaise. A moins que la convention ne soit conçue dans des termes qui permettent de réaliser effectivement les objectifs qu'elle doit faire atteindre, à savoir, d'une part, la libre circulation des informations, et, d'autre part, les restrictions justifiées auxquelles l'exercice de cette liberté peut être soumis par les Etats, dans l'intérêt public, la conclusion, la signature et la ratification par les Etats Membres d'une telle convention seraient des obstacles pour les particuliers comme pour les gouvernements. A en juger d'après les discussions dont a fait l'objet jusqu'ici la rédaction de la convention en question, il apparaît douteux au Gouvernement de Sa Majesté que les objectifs visés puissent être atteints au moyen d'une convention qui sera acceptée par un grand nombre d'Etats.

3. Au stage actuel des travaux, le Gouvernement de Sa Majesté tient à formuler les observations suivantes :

4. Article 1

Le Gouvernement de Sa Majesté doute qu'il soit suffisamment tenu compte, à l'article 1, de la situation des pays où il existe des réseaux nationaux de radiodiffusion.

5. Article 2

Le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis que l'actuel projet de texte de l'article 2 est encore peu satisfaisant, et ce Gouvernement ne serait certainement pas en mesure d'accepter que le droit de limiter la liberté de l'information soit étendu de la manière suggérée dans les amendements mentionnés dans la résolution A du Comité.

6. Article 4

Il semble au Gouvernement de Sa Majesté que le sens de cet article ne soit pas clair et qu'il conviendrait donc d'en préciser les termes.

7. Article 5

Le Gouvernement de Sa Majesté estime qu'il ne devrait pas être demandé aux Etats de prendre l'engagement formel d'encourager les activités mentionnées dans cet article. De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, il ne devrait

s'agir pour les Etats signataires que de prendre l'engagement d'interdire qu'il soit fait obstacle aux activités de ce genre.

8. Article 7

Les dispositions de l'alinéa a) et de l'alinéa b) de cet article paraissent se contredire l'une l'autre, et le sens de l'article est loin d'être clair. Les expressions "pratiques restrictives ou monopolisatrices" et "émissions internationales de radio-diffusion" sont obscures.

9. Article 16

Le Gouvernement de Sa Majesté regrette que le Comité ait omis d'insérer dans le projet de convention une "clause territoriale" qui eût permis que des territoires, que les Etats signataires représentent sur le plan international fussent amenés, par des voies régulières et constitutionnelles, à participer à l'application de la convention.

10. Si l'article 16 du projet de convention devait être maintenu, le Gouvernement de Sa Majesté ne serait pas en mesure de signer, ni de ratifier, la convention tant qu'il n'aurait pas obtenu pour cela le consentement de tous les territoires qu'il représente sur le plan international.

11. En manière de conclusion, le Gouvernement de Sa Majesté tient à déclarer qu'il est opposé à tout projet tendant à convoquer une conférence de plénipotentiaires qui serait chargée d'élaborer et d'ouvrir à la signature une convention sur la liberté de l'information. De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, le projet de convention n'est pas susceptible d'obtenir l'adhésion d'un nombre assez grand d'Etats pour que la convocation d'une telle conférence puisse se justifier. Le Gouvernement de Sa Majesté ne pourrait d'ailleurs déléguer à une telle conférence qu'un plénipotentiaire ayant pouvoir d'agir au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni ; or, si l'article 16 du projet de convention est maintenu, il faudrait un plénipotentiaire qui eût pouvoir d'agir à la fois au nom du Royaume-Uni et au nom des territoires que le Gouvernement de Sa Majesté représente sur le plan international.